

[Text]

You did explain that it is difficult to build something like this into legislation. Are you satisfied with the sanctions and awards portion of our bill as a leverage to make sure the railways do perform efficiently and do provide the kind of service the producers want?

**Professor Gilson:** Number one, you are right in saying—or implying at any rate—that we agreed, and the railways agreed, and I think we all agreed that there should be some method built into the system which would ensure performance and service. That was agreed.

Number two, I think we looked at the sanctions and the rewards and penalties that might be imposed, and I think we concluded that this is very complex and there should be a trial period on that. I think the bill reflects that.

Number three, after some trial period, I think our group agreed—and I would hope it would be the intent of the legislation—that those would be real, that there would be a type of system of rewards and penalties which would be operationally and administratively feasible and which could be done as simply as possible, but would be there. After all, it was thought very important all through the process that there should be some form of performance and service guarantee built into the system. As I indicated, you cannot write that into legislation; that is why we come back to some monitoring system that would do that, that would move over time under a certain framework, and that would make sure it was meaningful. I think we all agreed with that.

**Mr. Flis:** One final question, Mr. Chairman, relating to the process which you talked about and the number of days that it took, and so on.

I think it has been an excellent process because it did get you and your committee out to the grass roots people and get input from the people most affected. But when as parliamentary secretary to the minister I go out to Saskatchewan or Manitoba now and listen to individual farmers, I get the complaint that Dr. Gilson did not ask for someone's opinion, that the committee did not come and ask someone what he thought of this. They were sort of shooting down the Gilson process, saying that it really did not go out and hear the opinions of the grass roots people. Now we understand you cannot go and listen to every individual farmer. You heard from—what was it—64 organization groups. Hopefully, everyone was represented through them.

• 1135

But could you explain to the committee a little further why we are getting this kind of complaint? And I am sure as we are travelling through the country we will be hearing this complaint a little more. Are you satisfied that your process did

[Translation]

ment à investir 16.5 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie.

Vous avez expliqué qu'il est difficile de prévoir ce genre d'engagement dans une loi. Pensez-vous que les sanctions et les récompenses prévues dans le projet de loi sont suffisantes pour inciter les sociétés ferroviaires à fonctionner de façon efficace et à offrir aux producteurs le genre de services qu'ils désirent?

**M. Gilson:** En premier lieu, vous avez raison lorsque vous dites, ou tout au moins lorsque vous supposez, que nous avons convenu, que les sociétés ferroviaires ont convenu, enfin, que nous avons tous convenu que la loi devrait assurer, d'une façon ou d'une autre, le bon fonctionnement et l'efficacité des services offerts par les sociétés ferroviaires. Nous nous sommes entendus sur cela.

En deuxième lieu, nous avons examiné le système de sanctions et de récompenses qu'on pourrait imposer et avons conclu que cette question est très complexe et qu'une période d'essai serait nécessaire. Je pense que le projet de loi tient compte de cela.

En troisième lieu, après une certaine période d'essai, nous avons convenu, et j'espère que c'est l'objet de la loi, que ces sanctions et récompenses seraient réellement appliquées, qu'il existerait un système de sanctions et de récompenses qui serait applicable, sur les plans administratif et opérationnel, et qui pourrait l'être aussi simplement que possible. Après tout, nous avons toujours cru qu'il était très important que le système comporte une certaine forme de garantie d'efficacité et de service. Comme je l'ai dit, on ne peut incorporer une garantie de ce genre dans une loi; c'est pourquoi nous avons repris l'idée d'une certaine forme de surveillance, d'un système qui évoluerait dans un certain cadre et qui serait significatif. Je crois que nous sommes tous d'accord sur cela.

**M. Flis:** Monsieur le président, une dernière question à propos du processus dont vous nous avez parlé et du nombre de jours que cela vous a pris, etc.

A mon avis, ce processus a été excellent, car il vous a permis, ainsi qu'aux membres de votre Comité, de rencontrer les personnes les plus directement touchées et d'obtenir leurs commentaires. Toutefois, lorsque, en tant que secrétaire parlementaire du ministre, je me rends en Saskatchewan ou au Manitoba, et que je parle à des agriculteurs, ils me disent que M. Gilson ne leur a pas demandé leur opinion, que le comité n'est venu les voir pour leur demander ce qu'ils pensaient de tout cela. Ils décrivent plus ou moins le processus Gilson, disant qu'on n'a pas vraiment recueilli l'opinion de la base. Bien entendu, nous comprenons que vous ne pouviez rencontrer chaque agriculteur individuellement. Vous avez entendu, je crois, les représentations des 64 associations. Espérons que tous les agriculteurs étaient représentés par leur entremise.

Cependant, pourriez-vous expliquer au comité un peu plus en détail pourquoi les agriculteurs font ce genre de plainte? Et je suis certain qu'au fur et à mesure de nos déplacements dans le pays, ce genre de plainte fera surface. Croyez-vous que votre